

**Ecole Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire
et de l'Alimentation**

**RAPPORT DE L'ORDONNATEUR
COMPTE FINANCIER**

EXERCICE 2023

La Directrice Générale

Laurence Deflesselle



En 2023, l'activité de l'établissement est restée très dynamique avec la poursuite du Plan de renforcement ENV avec l'augmentation des effectifs étudiants et des plateformes très actives, une augmentation importante des projets dans le domaine de la recherche. Cette activité croissante a été possible grâce à une augmentation des moyens humains et financiers mis à disposition des différents services de l'établissement.

Parallèlement, les travaux immobiliers entamés dans le cadre du schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) se sont poursuivis et ont atteint un niveau très important en 2023.

C'est dans ce contexte déjà prévu d'augmentation des dépenses, qu'Oniris a été impacté le 8 août 2023 par une cyberattaque qui a considérablement touché l'activité de l'établissement et entraîné des dépenses non prévues en accélérant les travaux de remise à niveau du système d'information.

Ainsi, pour la deuxième année consécutive, le résultat de l'établissement est négatif de façon importante. Cette situation s'explique par une forte hausse des charges qui n'est pas compensée en totalité par la hausse des produits, pourtant en augmentation significative également. Il convient de noter que charges et produits non décaissables (amortissements, provisions, reprises ...) non inclus, le résultat reste légèrement positif. En effet, Oniris investit majoritairement sur fonds propres et le décalage entre les amortissements et les reprises d'amortissement est important (2 330 k€ en 2023). Ce décalage n'a pas vocation à baisser dans les années qui viennent, Oniris continuant à investir majoritairement sur fonds propre malgré un fort soutien de la tutelle.

La trésorerie et le fonds de roulement de l'établissement restent eux largement positifs.

Cependant, tout en continuant à augmenter ses ressources propres, qui atteignent un niveau record en 2023, Oniris doit contrôler ses dépenses de fonctionnement. Ce sont ces engagements qui ont été pris dans le budget initial 2024, voté le 5 décembre 2023.

Ce rapport de l'ordonnateur est présenté en appui aux différents tableaux GBCP (gestion budgétaire et comptable publique) annexés (tableaux 1 à 10).

I- Equilibres généraux

Le solde budgétaire à la fin de l'exercice 2023 est en forte baisse par rapport à l'exécuté 2022. Le résultat patrimonial 2023 d'Oniris est négatif et en baisse par rapport à l'exercice 2022 et la prévision 2023 votée au budget rectificatif (BR) le 5 décembre 2023 :

- Le solde budgétaire, correspondant au solde entre les encaissements et les décaissements constatés au cours de l'exercice, est négatif (- 2 745 k€), en retrait de 300 k€ par rapport à la prévision inscrite au budget rectificatif (BR) voté le 5 décembre 2023.
- Le résultat patrimonial en déficit de 1 708 k€ est en baisse significative par rapport à l'exercice 2022 (- 721 k€) et s'explique par une hausse des charges de 4 015 k€ non entièrement couvertes par la hausse des produits de fonctionnement pourtant très importante également (+ 3 295 k€).

En €	2020	2021	2022	2023 (BR)	2023 (CF)
Solde budgétaire	- 923 845	2 542 901	- 67 853	- 2 448 619	- 2 745 487
Résultat patrimonial	- 802 305	317 895	- 987 057	259 778	- 1 707 718

Les recettes encaissées d'un montant de 28 473 k€ sont en baisse de 1 033 k€ par rapport à la prévision du BR 2023, en raison d'encaissements de recettes non réalisés sur l'immobilier et les prestations de services. Par rapport aux exercices précédents, 2022 et 2021, les recettes sont en très forte hausse, respectivement de 3 245 k€ (+ 12,9 %) et 5 060 k€ (+ 21,6 %).

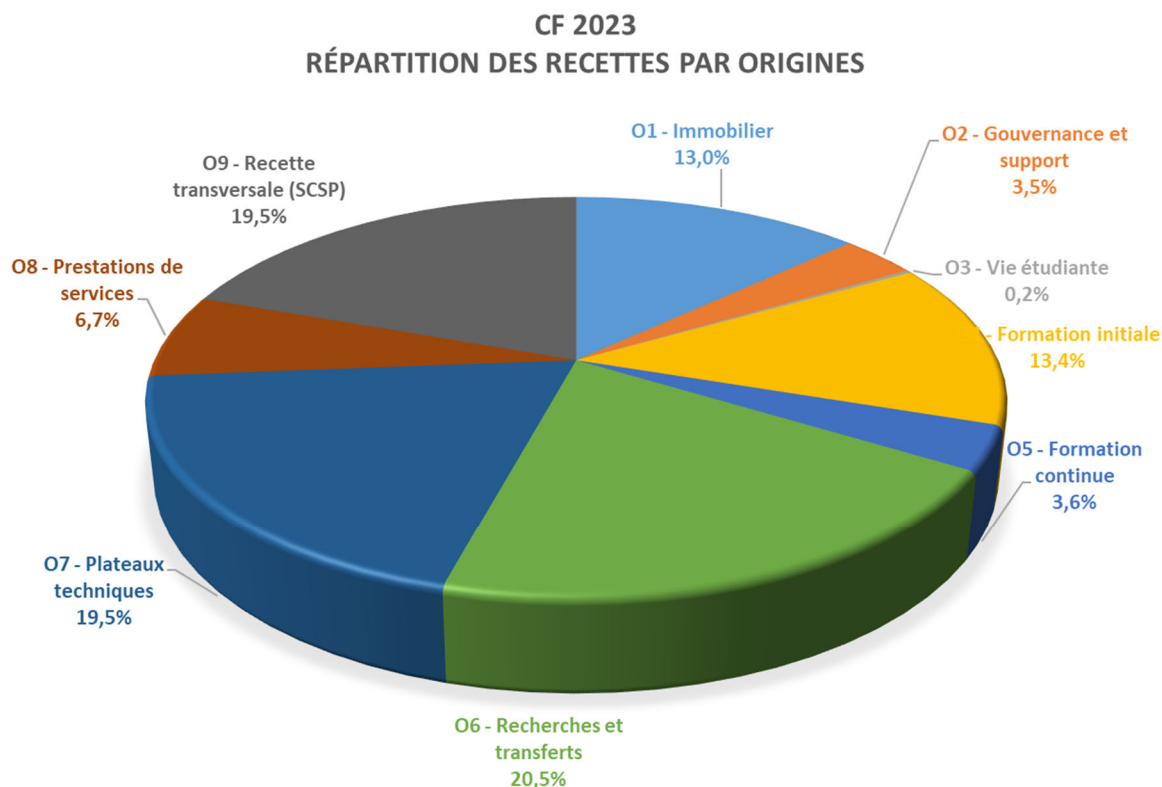
Hors recettes d'investissement liées à de l'équipement ou à des travaux immobiliers, le niveau de recettes de 2023 dépasse de 1 991 k€ celui des recettes 2022. Le dynamisme des recettes de fonctionnement constaté en 2021 et 2022 s'est donc poursuivi en 2023. Les origines en forte progression sont les « Plateaux techniques » (+ 1 595 k€), la « Recherche » (+ 1 215 k€), et la « Formation initiale » (+ 764 k€).

Les dépenses 2023 sont exprimées en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) :

- En AE, l'exécuté 2023 est de 33 930 k€, en deçà de 4 623 k€ par rapport au BR et en hausse de 5 151 k€, par rapport à 2022, soit + 17,9 %.
- En CP, l'exécuté 2023 est de 31 218 k€, en deçà de 736 k€ par rapport au BR, et en hausse de 5 922 k€ par rapport à 2022 soit + 23,4%.

II- Les recettes

Les 28 473 k€ de recettes encaissées en 2023 sont répartis dans les 8 origines suivantes :



Elles sont en hausse de 12,9% par rapport à 2022. Hors recettes immobilières, les recettes sont en hausse de 8,7% par rapport à 2022 (+ 1 991 k€) et de 17,7% (+ 3 727k€) par rapport à 2021.

En €	2022 Exécuté	2023 BR	2023 Exécuté	Evolution BR/CF 2023 %	Evolution 2023/2022 %
O1 - Immobilier	2 457 369	5 074 000	3 712 134	-26,8%	51,1%
O2 - Gouvernance et support	791 682	411 030	986 396	140,0%	24,6%
O3 - Vie étudiante	48 881	60 000	63 614	6,0%	30,1%
O4 - Formation initiale	3 055 849	3 304 842	3 820 293	15,6%	25,0%
O5 - Formation continue	1 123 756	1 010 000	1 017 354	0,7%	-9,5%
O6 - Recherches et transferts	4 616 924	5 471 307	5 832 073	6,6%	26,3%
O7 - Plateaux techniques	3 969 201	5 916 770	5 564 650	-6,0%	40,2%
O8 - Prestations de services	3 948 638	2 799 375	1 918 104	-31,5%	-51,4%
O9 - Recette transversale (SCSP)	5 215 323	5 458 526	5 558 339	1,8%	6,6%
TOTAL	25 227 623	29 505 850	28 472 958	-3,5%	12,9%

II-1 – Origine Immobilier

Les recettes encaissées en 2023 sur l'origine « Immobilier » atteignent un montant de 3 712 k€, contre une prévision au BR de 5 074 k€. L'écart de 1 362 k€ par rapport à la prévision s'explique par le décalage de versement du pôle FEDER de la Région Pays de Loire sur l'année 2024. Les recettes 2023 se composent de la façon suivante :

- 782 k€ au titre du programme pluriannuel d'investissement financé par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
- 960 k€ au titre du plan de renforcement ENV financé par la DGER
- 1 200 k€ pour la tranche 1 de l'extension du bâtiment G2 financé par la DGER
- 500 k€ pour les opérations du contrat de plan Etat Région (CPER) 2022-2027 pour la part financée par l'Etat
- 150 k€ versé par l'assurance d'Oniris au titre d'une avance sur les dommages subis lors de l'inondation du bâtiment BPSA

Les autres recettes proviennent du versement de loyer divers et du remboursement par le CROUS des fluides consommés dans les locaux mis à disposition par Oniris.

II-2 – Origine Gouvernance et support

Le montant de 986 k€ perçu sur l'origine Gouvernance et Support, en hausse de 575 k€ par rapport au BR, et de 195 k€ par rapport à 2022 intègre principalement :

- Les recettes perçues au titre de la taxe d'apprentissage (281 k€), en baisse par rapport à 2022 (329 k€) et 2021 (319 k€). Le nouveau mode de collecte de la taxe n'est pas favorable à un établissement de la taille d'Oniris. Par ailleurs, les campagnes de relance ont été impactées par la cyberattaque subie par Oniris.
- 360k€ au titre de l'aide versée par la DGER pour les travaux engagés sur le système d'information suite à la cyberattaque dont a été victime Oniris le 8 août 2023.
- 212 k€ au titre du projet Hercule, démonstrateur numérique dans l'enseignement supérieur. Ce projet financé par l'Agence Nationale de la Recherche implique plusieurs établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche. L'institut Agro en est le coordinateur.

II-3 – Origine Vie étudiante

Les 63 k€ de recettes perçues correspondent principalement au reversement du CROUS pour la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC).

II-4 – Origine Formation initiale

Les recettes perçues en 2023 sur l'origine Formation initiale sont en hausse de 515 k€ par rapport à la prévision portée au BR. Elles sont également en hausse de 764 k€ par rapport à 2022. Cette hausse s'explique par le rattrapage du financement de la formation des ingénieurs par apprentissage IPA (810 k€) par le lycée Nantes Terre Atlantique au titre des formations depuis septembre 2019.

S'agissant des recettes relatives aux droits d'inscription, elles sont conformes à ce qui était prévu et se répartissent de la façon suivante :

- 1 565 k€ au titre des droits d'inscription de la formation vétérinaire
- 245 k€ au titre de la formation ingénieur

- 10 k€ au titre des autres cursus (BTS, Masters, Doctorats)
- 847 k€ au titre de la subvention versée par l'Etat pour les étudiants boursiers exonérés de droits d'inscription

II-5 – Origine Formation continue

Sur l'origine Formation continue, les recettes perçues en 2023 sont conformes à la prévision présentée lors du BR. Les recettes encaissées en 2023 atteignent un montant de 1 017 k€, en baisse de 106 k€ par rapport à 2022. Cette baisse non significative ne remet pas en cause la dynamique de cette activité. Le projet pour le développement de la formation continue tout au long de la vie, remporté par les 4 ENVF au titre de l'appel à projets ANR, France 2030, devrait permettre de donner un nouvel élan à cette activité.

II-6 – Origine Recherche et transferts

Sur l'origine Recherche et transferts, le niveau de recettes constaté au 31 décembre 2023 est en hausse de 361 k€ par rapport à la prévision du BR avec un niveau d'encaissement de 5 832 k€.

Par rapport à 2022, la hausse est encore plus significative : + 26,3 % soit + 1 215 k€.

Contrairement à l'an passé, ce sont les recettes propres qui sont en hausse (+ 952 k€) par rapport à 2022, avec la fin de plusieurs contrats sur les unités de recherche GEPEA et Laberca.

II-7 – Plateaux techniques

Les recettes perçues de 5 565 k€ sur cette origine sont en deçà de la prévision du BR (- 352 k€). Elles sont en hausse par rapport à l'exercice précédent (+1 595 k€ par rapport à 2022) en raison du transfert des recettes du plateau de laboratoire LabOniris de l'origine « Prestations de services » sur « Plateaux techniques ».

Le chiffre d'affaires du CHUV est en hausse de 317 k€ par rapport à 2022 pour atteindre 3 548 k€ (+8,9 %) légèrement en deçà de la prévision (- 220 k€). Cette progression fait suite à la hausse des effectifs du CHUV en lien avec le plan de renforcement ENV, et aux hausses de tarifs intervenues au 1^{er} avril 2022 et 1^{er} janvier 2023. Afin de répondre aux enjeux de l'établissement, il est attendu une poursuite de cette progression en 2024.

Les recettes de LabOniris sont relativement stables pour atteindre 1 890 k€ en 2023. Le chiffre d'affaires est en dessous des prévisions.

Bien que fortement impactées par la cyberattaque, ces deux plateformes ont réussi à maintenir un niveau d'activité très important grâce à une forte mobilisation de l'ensemble des équipes.

II-8 – Prestations de service

Sur les prestations de service, les recettes perçues en 2023 (1 918 k€) sont en baisse par rapport au BR (- 881 k€) et, en raison du rattachement des recettes du Laboniris à l'origine « Plateaux techniques », en baisse de -2 030 k€ par rapport à l'exercice précédent. Les recettes de prestations de service concernent désormais le Laberca et la Halle de technologie.

Le décalage entre le BR et les recettes perçues en 2023 s'explique par la subvention de 307 k€ attendue de la région pays de Loire pour la création d'une infrastructure de biomonitoring Humain et qui sera perçue en 2024, ainsi que une sur estimation du niveau de recettes

Pour le Laberca, les recettes perçues sont de 959 k€ (hors 1 033 k€ de subvention de la Direction générale de l'alimentation), contre 1 066 k€ en 2022.

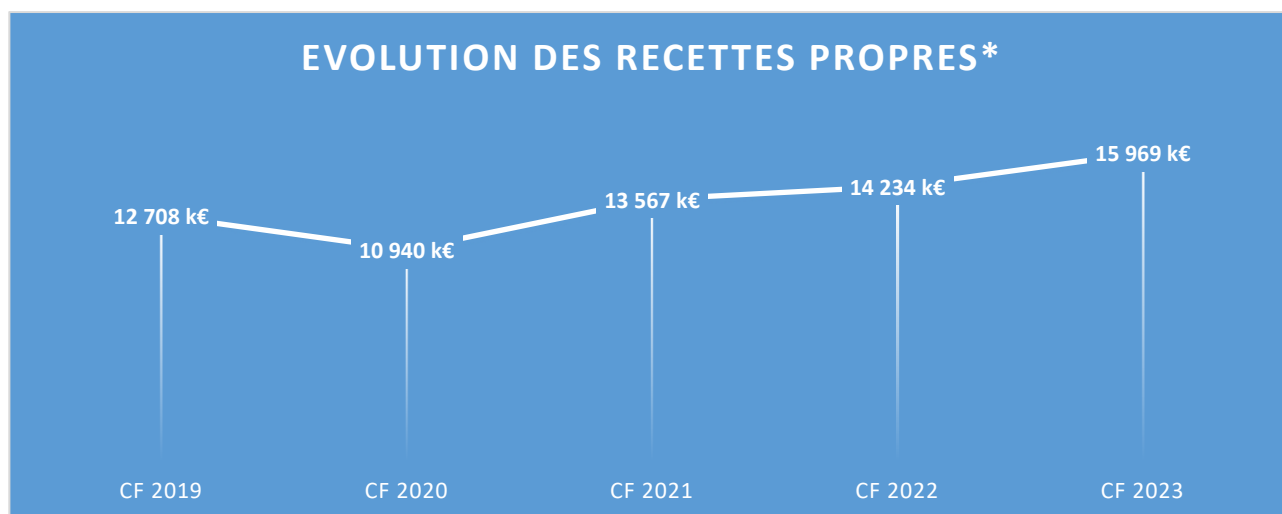
II-9 – Recette transversale - Subvention pour charge de service public (SCSP)

Le montant de la SCSP 2023 encaissée est de 5 086 k€, conforme à la prévision et en hausse de 715 k€ par rapport à 2022 (+ 16,3 %).

A ces recettes, il convient d'ajouter les crédits relatifs aux emplois gagés (82 k€), et au soutien des activités de recherche (390 k€).

II-10 – Les ressources propres

Les recettes propres des activités métiers atteignent un niveau de 15 969 k€, pour atteindre un niveau inégalé. Cette hausse s'explique par le dynamisme de l'ensemble des recettes de l'établissement : formation continue, prestations de service, CHUV et cette année particulièrement la recherche.

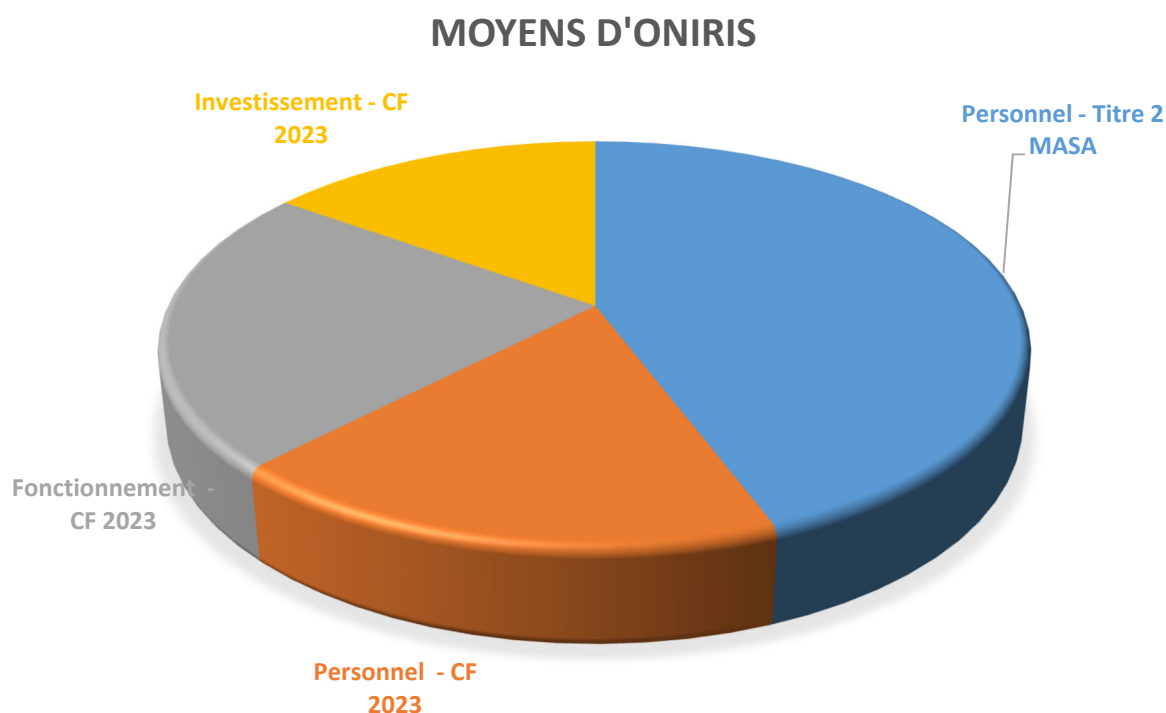


* Par recettes propres, on entend ici toutes les recettes directement corrélées au niveau d'activité et au dynamisme de l'établissement, soit notamment la formation initiale et continue, le CHUV, la halle technologique, les prestations de service et l'ensemble de la recherche. Pour l'activité recherche, l'ensemble des recettes liées à des conventions a été comptabilisé, quel que soit le financeur, afin de refléter au mieux l'activité.

III- Les autorisations budgétaires

Les moyens globaux d'Oniris représentent 56 050 634 € (dont 62 % au titre de la rémunération du personnel), qui se décomposent de la manière suivante :

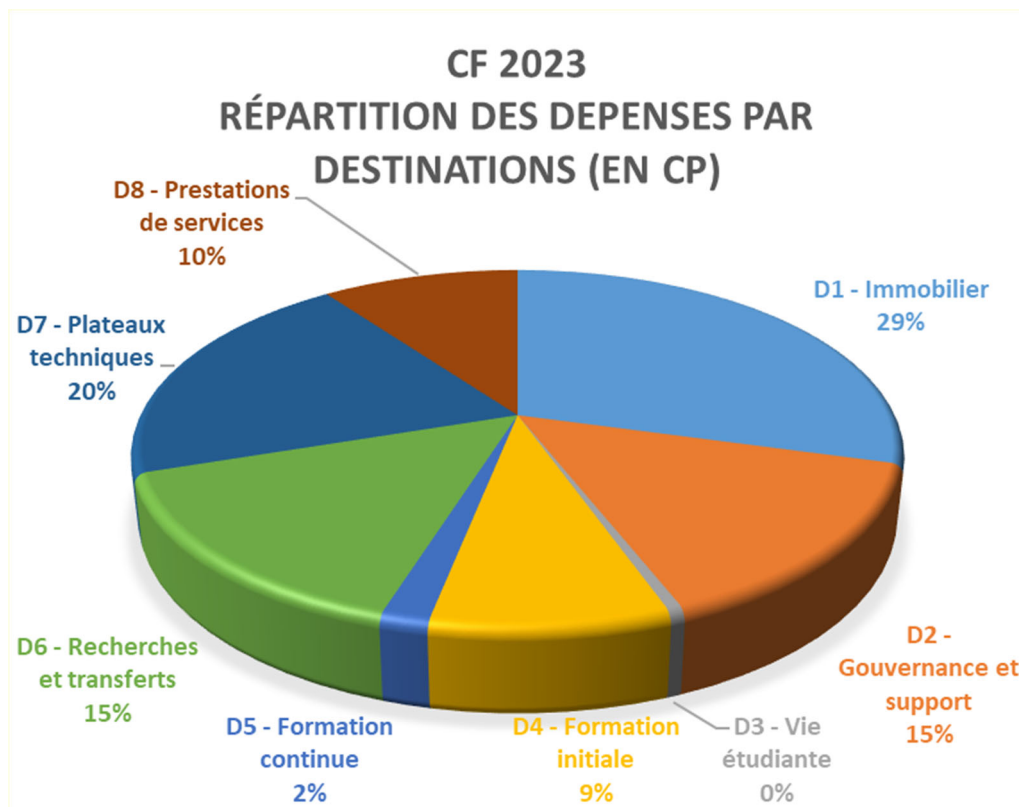
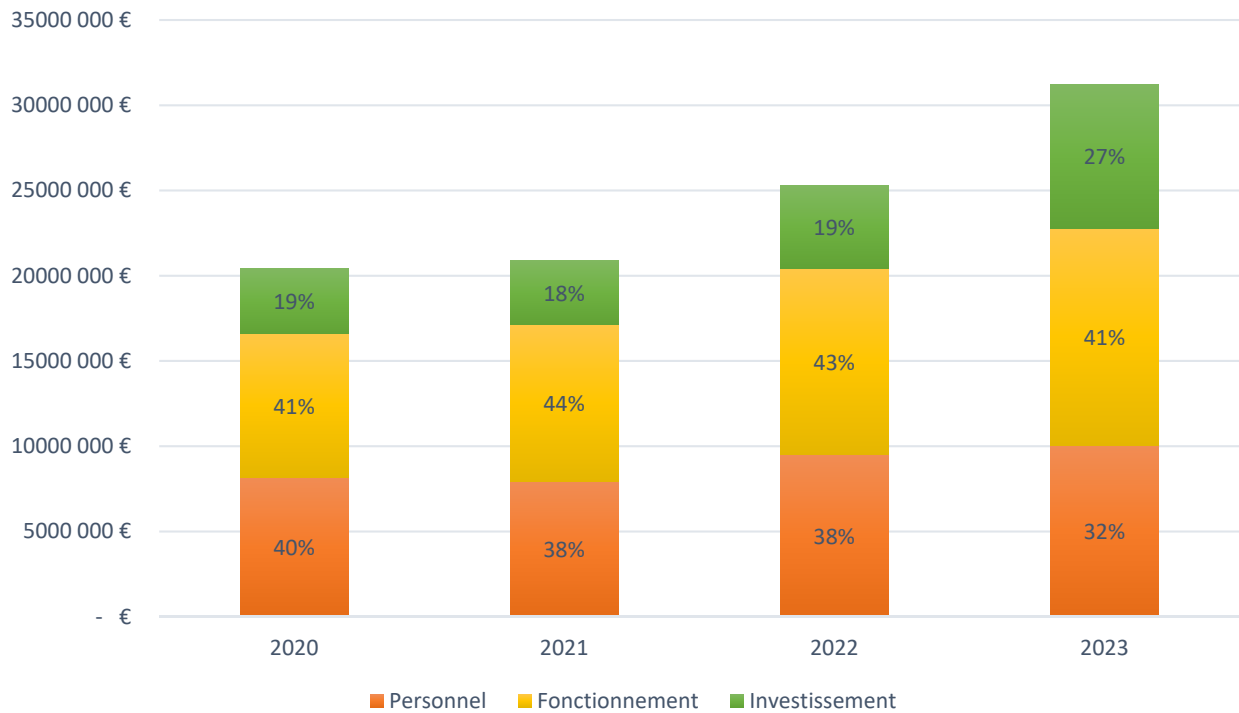
- 24 832 189 € pris en charge directement par le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (rémunération des fonctionnaires)
- 31 218 445 € sur le budget propre de l'établissement (dont 10 039 606 € sur l'enveloppe Personnel).



Sur le budget de l'établissement, les dépenses 2023 sont en hausse en AE de 17,9 % (+ 5 151 k€) par rapport à 2022 pour atteindre un niveau de 33 930 k€. Cette hausse s'explique par la hausse de l'ensemble des dépenses et particulièrement l'immobilier, la gouvernance et support, et la recherche. En CP, les dépenses 2023 s'élèvent à 31 218 k€, en hausse de 23,4 % par rapport à 2022 (+ 5 923 k€). Ce montant de CP 2023 est en deçà de la prévision du BR (-736 k€).

En 2023, les dépenses d'investissement représentent 27% des dépenses de l'établissement. Cette part de l'investissement est la plus importante depuis plusieurs exercices et démontre que l'établissement met en œuvre les travaux et les équipements nécessaires à la préparation de son avenir.

Evolution de la répartition des dépenses par enveloppe



III-1 – Enveloppe Personnel

Le plafond d'emploi autorisé pour l'établissement pour 2023 était de 171 ETPT (équivalent temps plein travaillé). La consommation au 31 décembre 2023 est de 174,5 ETPT. Les emplois hors plafond ont atteint un niveau de 49,5 ETPT. Les emplois rémunérés par l'organisme sont donc au total de 224 ETPT en 2023.

Pour mémoire, les emplois rémunérés en 2023 par le MASA ont représenté 303,6 ETPT pour un plafond d'emploi de 306 ETPT.

Le dépassement du plafond d'emploi Oniris de 3,5 ETPT en 2023 est néanmoins conforme à la prévision anticipée dès le mois de juin 2023. En effet, le niveau très élevé des emplois ACB constaté à partir de la fin de l'année 2022 (recrutements correspondants à la rentrée 2022), a produit ses effets en terme de consommation d'emplois jusqu'en juin 2023 (moyenne de 179,5 ETP sur le premier semestre 2023). A partir du mois d'août 2023, le niveau des emplois ACB revient sous le plafond notifié (169 ETP consommés en moyenne entre août et décembre 2023), mais ce niveau ne permet pas de respecter, sur l'année 2023, le plafond de 171 emplois.

Globalement (Oniris + MASA), le plafond d'emploi alloué à l'établissement est respecté avec une sous-consommation de 2,4 ETPT. Une gestion rigoureuse du plafond d'emploi a été mise en place en 2023. La trajectoire observée à partir de l'été 2023 se confirme au début de l'année 2024 et doit permettre un retour à l'équilibre sur le plafond Oniris pour 2024, à condition de poursuivre et de renforcer les outils de pilotage mis en place.

La très forte hausse d'effectifs constatée entre 2021 et 2022 avait eu un impact important sur la masse salariale. De 2022 à 2023, les emplois rémunérés par Oniris progressent à nouveau de 5 ETPT pour les emplois sous plafond mais diminuent de - 0,7 ETPT pour les emplois hors plafond.

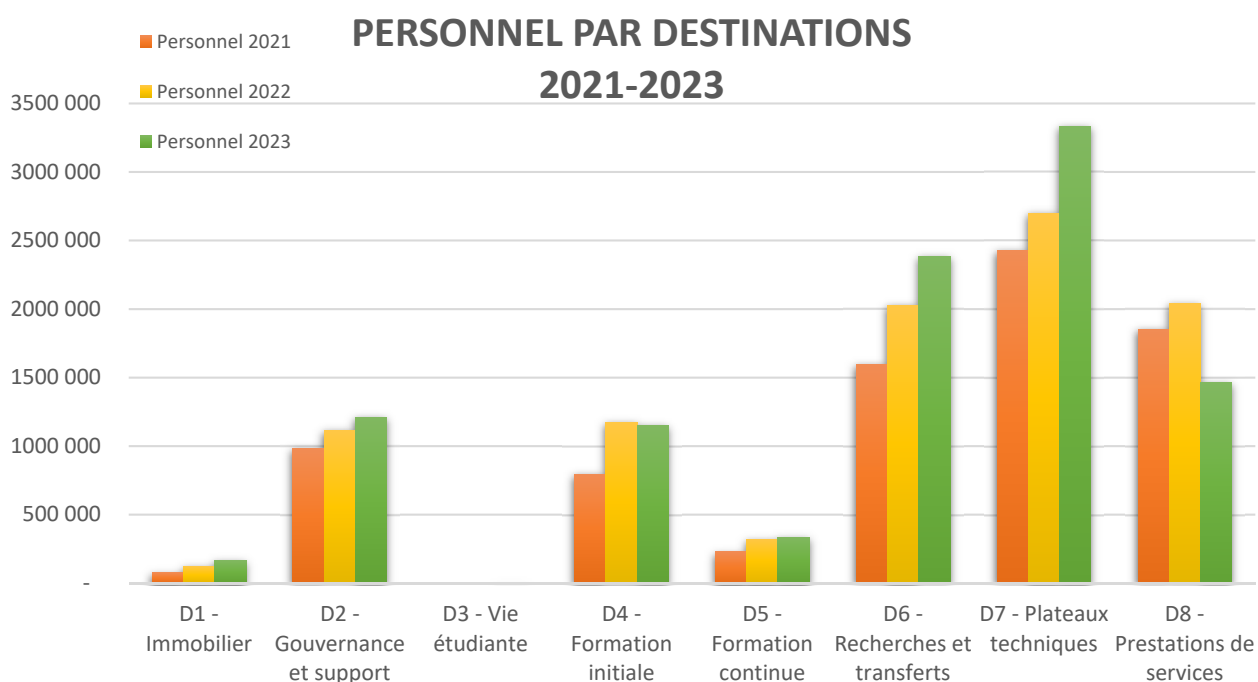
En ETPT	2021		2022		2023		Evolution 2023/2022
	BI	Exécuté	BI	Exécuté	BR	Exécuté	
Sous-plafond	163,0	157,1	167,0	169,5	171,0	174,5	5,0
Hors plafond	40,0	41,2	40,0	50,2	53,0	49,5	- 0,7
Emplois MASA (prog 142)	297,3	295,2	304,0	298,1	306,0	303,6	5,5
Total emplois Oniris	500,3	493,5	511,0	517,8	530,0	527,6	9,8

La masse salariale consommée en 2023 représente 10 040 k€ en AE=CP, en hausse de 546 k€ par rapport à 2022, soit 5,7 % d'augmentation. Cette hausse avait été anticipée au moment du vote du BR et s'explique principalement par les augmentations suivantes :

- Augmentation des effectifs pour 225 k€
- Augmentation du SMIC et du point d'indice au 1^{er} juillet 2023 et extension année pleine des mesures 2022 pour 165 k€
- Versement de la prime pouvoir d'achat pour 125 k€
- Augmentation du GVT pour 197 k€.

		Montant en €
Exécution 2022		9 493 535
Eléments de l'exécution 2022 à retraiter		270 984
	Heures complémentaires 2021 payées en 2022	270 984
Socle 2023		9 222 550
GVT positif		230 350
Schéma d'emploi		196 724
	EAP schéma d'emploi 2022 sous plafond	82 686
	Schéma d'emploi 2023 sous plafond	142 314
	Diminution des effectifs hors plafond (emplois financés)	- 28 276
Mesures générales et catégorielles		345 756
	Augmentation SMIC 2022/2023 + point d'indice 2022/2023	165 251
	Prime pouvoir d'achat	125 670
	Contribution employeur complémentaire santé	5 682
	Prime de précarité	26 250
	CIA emplois gagés	22 903
Autres facteurs d'évolution		44 226
	Prime aux contractuels	25 463
	Médecine du travail	18 763
		10 039 606
Evolution 2023/2022		546 072

La répartition et l'évolution de l'enveloppe Personnel par destinations est la suivante :



III-2 – Enveloppe Fonctionnement

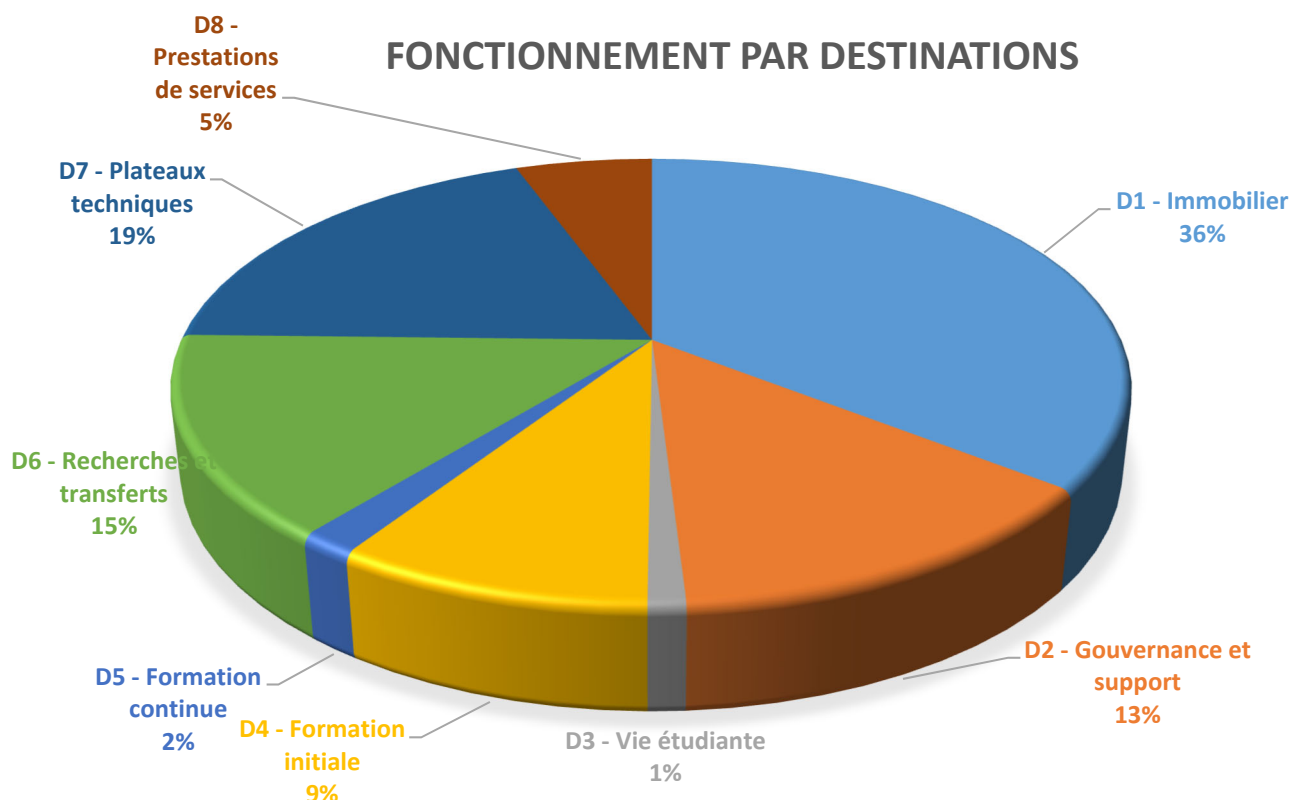
Les dépenses de fonctionnement 2023 se sont exécutées à un niveau de 11 719 k€ en AE et 12 761 k€ en CP.

En AE, les dépenses 2023 sont en diminution par rapport à l'exécution 2022 de 1 471 k€, soit - 11,2 %. Cette évolution s'explique par l'engagement en 2022 pour le marché relatif à la fourniture d'électricité pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2023.

En CP, les dépenses 2022 sont en hausse de 1 821 k€, soit + 16,6 %, par rapport à l'exécution 2022. Cette hausse s'explique principalement par les facteurs suivants :

- Les dépenses d'électricité ont été très fortement impactées par la hausse des prix cette année, même si l'établissement bénéficie de l'amortisseur mis en place par le gouvernement. Ces dépenses s'élèvent à 1 599 k€ en 2023 soit +107 % (+827 k€). Les consommations de KWh sont stables.
- La cyberattaque dont a été victime Oniris en août 2023 a un impact conséquent sur les dépenses informatiques en hausse de 257 k€.
- Les dépenses de recherche augmentent, en lien avec la dynamique d'activité sur ce secteur : + 313 k€

La répartition de l'enveloppe Fonctionnement par destinations est la suivante :



III-3 – Enveloppe Investissement

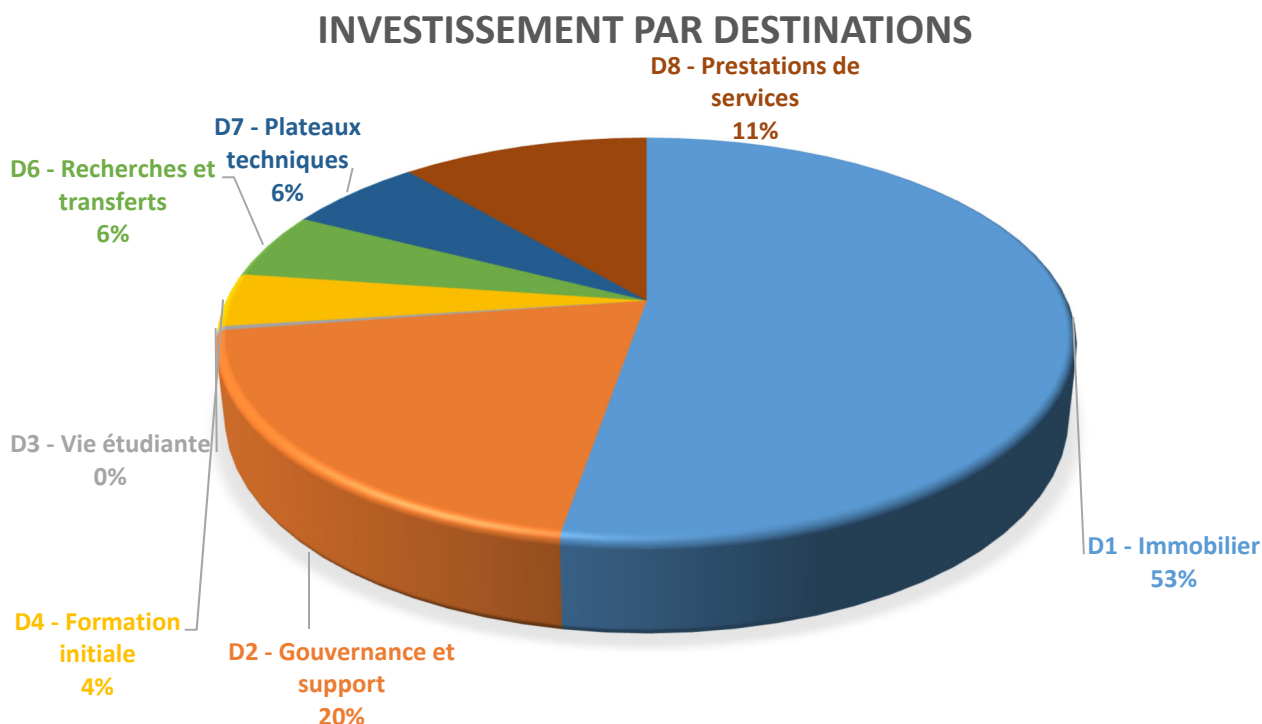
En investissement, la consommation des crédits a atteint un niveau de 12 172 k€ en AE et 8 419 k€ en CP. En AE, le niveau de consommation est en deçà du budget voté au BR (sous-exécution de 3 008 k€). En CP, l'enveloppe du BR est presque consommée pour atteindre 8 417 k€.

Par rapport à 2022, le niveau de consommation est en hausse très significative : + 6 077 k€, soit une multiplication par deux des AE et + 3 555 k€, soit + 73 % en CP.

Ce niveau d'investissement, plus élevé que les exercices précédents, s'explique par la poursuite de projets d'envergure sur les domaines immobiliers et informatiques et de modernisation des équipements pour répondre aux enjeux des années à venir.

Les investissements 2023 ont principalement porté sur les dépenses suivantes :

- Equipements pédagogiques pour la formation initiale pour 393 k€ en AE et 387 k€ en CP, dont 281 k€ financés par la taxe d'apprentissage.
- Equipements du CHUV pour 197 k€ en AE et 286 k€ en CP. Ce niveau de consommation assez faible fait suite au rattrapage fait en 2022.
- Equipement pour la recherche pour 879 k€ en AE et 449 k€ en CP.
- Equipement pour les laboratoires d'Oniris (LABERCA et LabOniris) pour 1 214 k€ d'AE et 1 181 k€ de CP.
- Travaux immobiliers pour 6 990 k€ d'AE et 4 435 k€ de CP.
- Dépenses informatiques à hauteur de 2 351 k€ en AE et 1 634 k€ en CP.



IV- Restes à payer

Les restes à payer correspondent aux montants des engagements financiers pris par l'établissement au cours de l'exercice ou au cours des exercices précédents et qui n'ont pas encore fait l'objet d'un paiement.

C'est un indicateur financier important qui permet de mesurer la soutenabilité budgétaire des programmations pluriannuelles. En effet, il faut s'assurer lors d'une programmation budgétaire que les CP sont suffisants pour couvrir les engagements pris les années antérieures et que le niveau d'engagements de l'année ne rigidifie pas de façon excessive les marges de manœuvre pour les exercices suivants.

A l'occasion du changement de système d'information financier au 1^{er} janvier 2024, les travaux de reprise des données ont permis de solder les EJ qui ne donneraient jamais lieu à paiement.

Au 31 décembre 2023, les restes à payer sont donc de 9 902 k€

En €	2023
	Restes à payer
Fonctionnement	2 572 853
<i>dont marchés de maintenance pluriannuels</i>	991 965
Investissement	7 328 745
<i>dont travaux immobiliers</i>	4 866 418
<i>dont informatique</i>	1 392 226
<i>dont équipement recherche</i>	711 133
Total	9 901 598

Hors travaux immobiliers et informatiques et marchés de maintenance pluriannuels, ils doivent donner lieu à un décaissement en 2024.

IV- Indicateurs financiers

Au 31 décembre 2023, les montants des agrégats comptables sont les suivants :

- La capacité d'autofinancement (CAF) atteint un niveau de 622 k€ en baisse par rapport au 31 décembre 2022 en raison du résultat négatif de l'établissement. Elle reste cependant positive.
- Le fonds de roulement est également en baisse pour atteindre 9 745 k€, contre 11 572 k€ au 31 décembre 2022. Il représente 124 jours de fonctionnement courant de l'établissement.
- Le besoin en fonds de roulement augmente de façon importante au regard des décalages entre encaissements et décaissements pour atteindre 4 509 k€.
- La trésorerie atteint un niveau de 5 236 k€ en baisse de 5 513 k€ par rapport au 31 décembre 2022. Ce niveau de trésorerie représente encore 81 jours de fonctionnement courant de l'établissement. Il devrait augmenter dans les premiers mois de l'année 2024 pour revenir aux alentours de 8 M€, une fois que les paiements attendus du FEDER (2,8 M€) auront été encaissés.

En €	2020	2021	2022	2023 (CF)
CAF	1 375 012	2 670 130	1 047 646	622 155
FdR	8 784 028	10 936 993	11 572 386	9 745 382
BFR	341 734	- 241 812	722 703	4 508 507
Trésorerie	8 442 294	11 178 806	10 849 683	5 236 874

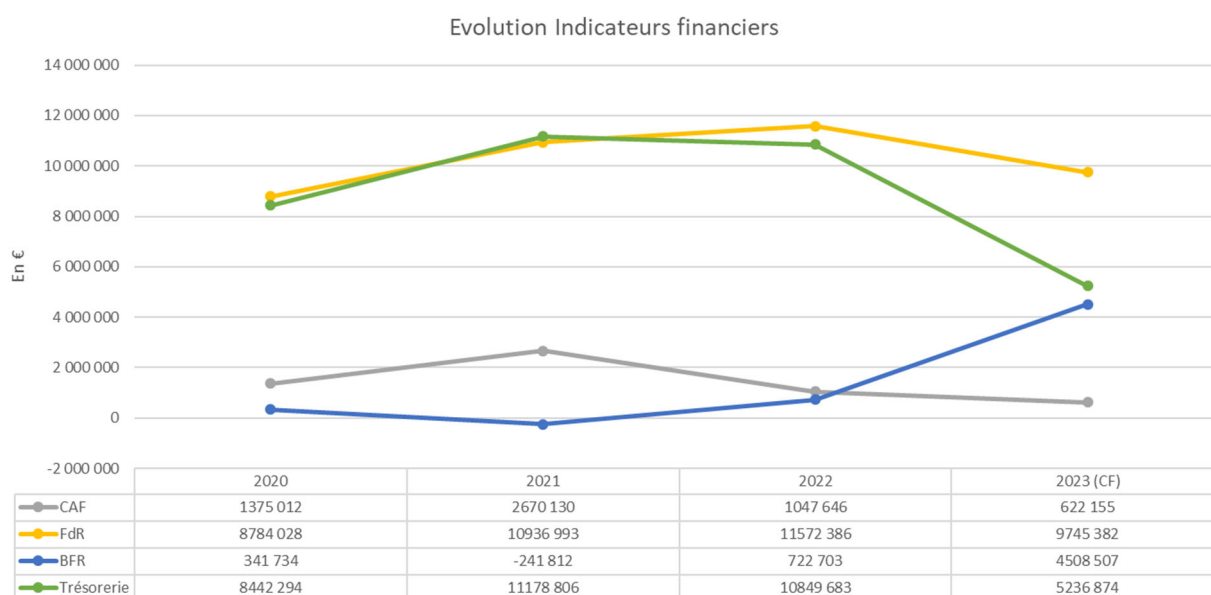


Tableau 1
Autorisations d'emplois

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

POUR INFORMATION

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	174,5	49,6	224,1

ETPT sur le programme 142	Total des emplois de l'organisme (ETPT)
298,1	522,2

Rappel du plafond d'emplois notifié par le responsable de programme en ETPT (c) : 171

304

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI (a) doit être inférieure ou égale au plafond notifié par le responsable du programme chef de file du budget général de l'Etat (c).

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme (décomptant dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme) et des autres dépenses de personnel

En €	EMPLOIS SOUS PLAFOND LFI		EMPLOIS HORS PLAFOND LFI		PLAFOND ORGANISME	
	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *	ETPT	Dépenses de personnel *
TOTAL DES EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DES AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (1 + 2 + 3 + 4)	174,5	7 390 370	49,6	1 993 169	224,1	10 039 606
1 - TITULAIRES	5,8	562 941			5,8	562 941
* Titulaires État	5,8	562 941			5,8	562 941
* Titulaires organisme (corps propre)					0,0	0
2 - CONTRACTUELS	168,7	6 827 429	49,6	1 993 169	218,3	8 820 598
* Contractuels de droit public	168,7	6 827 429	49,6	1 993 169	218,3	8 820 598
o CDI	67,0	3 055 185			67,0	3 055 185
o CDD	101,7	3 772 244	49,6	1 993 169	151,3	5 765 413
. Titulaires détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0,0	0	0,0	0	0,0	0
* Contractuels de droit privé	0,0	0	0,0	0	0,0	0
o CDI	0,0	0			0,0	0
o CDD	0,0	0	0,0	0	0,0	0
3 - CONTRATS AIDES					0,00	0
4 - AUTRES DEPENSES DE PERSONNEL (autres agents rémunérés à l'acte, à la tâche, prestations sociales, allocations diverses, impôts et taxes associés...)						656 067
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT (pour information)						24 832 189
MASSE SALARIALE GLOBALE DE L'ORGANISME (Pour info)						34 871 795

* Dépenses de personnel relevant de l'enveloppe de dépenses de personnel du budget de l'organisme (en AE=CP). Le total des dépenses de personnel mentionné dans le tableau ci-dessus doit être égal au montant total des dépenses de personnel figurant dans le tableau des autorisations budgétaires. Par ailleurs, le total des emplois doit être égal au plafond d'autorisation d'emplois voté par l'organe délibérant (figurant ci-dessus pour vote).

Tableau détaillé des emplois rémunérés par l'organisme et décomptant le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme mais en fonction dans une autre entité

(Mises à disposition sortantes - ETPT et dépenses de personnel inclus dans le précédent tableau)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS UNE AUTRE ENTITE, REMUNERES PAR L'ORGANISME ET DECOMPTE DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT **	Dépenses de personnel **
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (5 + 6)	0	0
5 - EMPLOIS REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0
6 - EMPLOIS NON REMBOURSES A L'ORGANISME	0	0

** Nombre d'emplois en ETPT décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de personnel du budget de l'organisme.

Tableau détaillé des emplois rémunérés par d'autres personnes morales et ne décomptant pas dans le plafond des autorisations d'emplois de l'organisme

(Mise à disposition entrantes)

	EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME NON REMUNERES PAR LUI ET NON DECOMPTE DANS SON PLAFOND D'AUTORISATION D'EMPLOIS	
	ETPT ***	Dépenses de fonctionnement ***
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (7 + 8)	0	0
7 - EMPLOIS REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0
8 - EMPLOIS NON REMBOURSES PAR L'ORGANISME	0	0

*** Nombre d'emplois en ETPT non décomptés dans le plafond d'autorisation d'emplois de l'organisme soumis au vote de l'organe délibérant et dépenses afférentes relevant de l'enveloppe de fonctionnement du budget de l'organisme.

Tableau 2

Autorisations budgétaires

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES							RECETTES			
En €	Compte financier 2022		BR1 2023		Compte financier 2023		Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023	En €
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	9 493 535	9 493 535	10 195 277	10 195 277	10 039 606	10 039 606	20 994 225	22 009 391	21 761 034	Recettes globalisées
<i>dont CAS Pensions</i>	<i>non connu</i>	<i>non connu</i>	<i>100 000</i>	<i>100 000</i>	<i>non connu</i>	<i>non connu</i>	<i>5 215 323</i>	<i>5 458 526</i>	<i>5 558 339</i>	<i>Subvention pour charges de service public</i>
							<i>1 957 727</i>	<i>2 095 217</i>	<i>1 912 277</i>	<i>Autres financements de l'Etat</i>
							<i>47 884</i>	<i>50 000</i>	<i>63 614</i>	<i>Fiscalité affectée</i>
							<i>2 056 302</i>	<i>1 989 327</i>	<i>1 865 534</i>	<i>Autres financements publics</i>
							<i>11 716 989</i>	<i>12 416 321</i>	<i>12 361 270</i>	<i>Recettes propres</i>
Fonctionnement	13 190 113	10 940 142	13 178 121	13 059 192	11 718 683	12 761 526	1 703 318	1 735 459	3 349 924	Recettes fléchées*
							<i>-</i>	<i>168 270</i>	<i>360 000</i>	<i>Financements de l'Etat fléchés</i>
							<i>1 525 791</i>	<i>1 468 189</i>	<i>1 725 773</i>	<i>Autres financements publics fléchés</i>
							<i>177 527</i>	<i>99 000</i>	<i>1 264 152</i>	<i>Recettes propres fléchées</i>
Investissement	6 095 371	4 861 799	15 180 000	8 700 000	12 171 918	8 417 312	2 530 080	5 761 000	3 362 000	Recettes fléchées investissement
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	28 779 019	25 295 475	38 553 398	31 954 469	33 930 207	31 218 445	25 227 623	29 505 850	28 472 958	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		-		-		-	- 67 852	- 2 448 619	- 2 745 487	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination

En €	DEPENSES							
	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D1 - Immobilier	166 679	166 679	3 031 840	4 545 892	6 990 215	4 435 449	10 188 734	9 148 020
D2 - Gouvernance et support	1 210 133	1 210 133	1 760 724	1 712 852	2 497 965	1 677 727	5 468 822	4 600 711
D3 - Vie étudiante	-	-	138 319	138 116	22 772	25 822	161 091	163 938
D4 - Formation initiale	1 149 446	1 149 446	1 345 172	1 159 163	371 319	362 096	2 865 938	2 670 705
D5 - Formation continue	335 309	335 309	218 068	208 883			553 377	544 192
D6 - Recherches et transferts	2 382 310	2 382 310	2 012 111	1 854 652	879 071	449 152	5 273 491	4 686 114
D7 - Plateaux techniques	3 331 608	3 331 608	2 501 759	2 436 759	444 871	520 527	6 278 237	6 288 894
D8 - Prestations de services	1 464 121	1 464 121	710 691	705 211	965 705	946 540	3 140 517	3 115 871
TOTAL	10 039 606	10 039 606	11 718 683	12 761 526	12 171 917,50	8 417 312,37	33 930 207	31 218 445

Tableau des recettes par origine

En €	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	SCSP	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
O1 - Immobilier				947	199 187	3 362 000		150 000	3 712 134
O2 - Gouvernance et support				11 367	403 255	360 000	211 774		986 396
O3 - Vie étudiante			63 614						63 614
O4 - Formation initiale		847 296		559 792	2 383 205			30 000	3 820 293
O5 - Formation continue		5 000			1 012 354				1 017 354
O6 - Recherches et transferts		116 522		1 184 264	1 941 470		1 513 999	1 075 818	5 832 073
O7 - Plateaux techniques				28 380	5 527 937			8 333	5 564 650
O8 - Prestations de services		943 459		80 784	893 861				1 918 104
O9 - Recette transversale (SCSP)	5 558 339								5 558 339
TOTAL	5 558 339	1 912 277	63 614	1 865 534	12 361 270	3 722 000	1 725 773	1 264 152	28 472 958

SOLDE BUDGETAIRE D1 = C - B - 2 745 487 €

Tableau 4

Equilibre financier

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS				FINANCEMENTS			
En €	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023	En €
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	67 852	2 448 619	2 745 487	-	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-	-	923	1 500	-	1 223	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	1 877 560	1 981 491	2 609 759	1 597 517	1 981 491	1 636 103	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements non budgétaires (e1)	284 845	-	179 240	302 117	-	- 1 714 726	Autres encaissements non budgétaires (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	2 230 258	4 430 110	5 535 407	1 901 134	1 981 491	- 77 401	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	-	-	329 123	2 448 619	5 612 808	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	<i>2 711 847</i>	<i>2 494 655</i>	<i>2 306 511</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>- 3 040 971</i>	<i>- 4 943 274</i>	<i>- 7 919 319</i>	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	2 230 258	4 430 110	5 535 407	2 230 258	4 430 110	5 535 407	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Tableau 5
Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Débits (c1)			Crédits (c2)		
			Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023
Opération 1	4456 4457	TVA	1 850 479	1 981 491	2 586 585	1 588 223	1 981 491	1 600 161
Opération 2	47316	Bourses	27 081		23 174	9 294		35 942
Opération 3		Autres opérations gérées en compte de tiers	284 845		179 240	302 117		- 1 714 726
TOTAL			2 162 405	1 981 491	2 788 998	1 899 634	1 981 491	- 78 623

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Équilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Tableau 6
Situation patrimoniale

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023	PRODUITS	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023
Personnel	9 105 475	10 167 787	10 045 070	Subventions de l'Etat	6 901 820	7 722 013	7 724 301
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		100 000		<i>dont SCSP (et soutien de programme et CAS emplois gagés)</i>		5 458 526	5 558 339
				Fiscalité affectée	43 684	50 000	75 560
				Autres subventions	2 854 885	5 099 423	2 567 279
				Autres produits	13 788 652	15 115 321	16 516 592
Fonctionnement autre que les charges de personnel	15 470 623	17 559 192	18 546 380				
<i>dont dotations aux amortissements et provisions</i>	<i>4 318 167</i>	<i>4 500 000</i>	<i>5 070 385</i>	<i>dont reprises sur amortissements et provisions</i>	<i>2 282 962</i>	<i>2 600 000</i>	<i>2 740 512</i>
TOTAL DES CHARGES (1)	24 576 098	27 726 979	28 591 450	TOTAL DES PRODUITS (2)	23 589 041	27 986 757	26 883 731
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	-	259 778	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	987 057	-	1 707 718
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	24 576 098	27 986 757	28 591 450	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	24 576 098	27 986 757	28 591 450

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

20 257 932 23 226 979 23 521 065 21 306 079 25 386 757 24 143 220

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	- 987 057	259 778	- 1 707 718
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 318 167	4 500 000	5 070 385
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 282 962	2 600 000	2 740 512
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			
- produits de cession d'éléments d'actifs	502		
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs			
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	1 047 646	2 159 778	622 155

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023	RESSOURCES	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	Capacité d'autofinancement	1 047 646	2 159 778	622 155
Investissements	5 344 416	8 700 000	8 196 441	Financement de l'actif par l'État	2 905 400	1 768 000	3 722 000
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	2 023 761	2 117 000	2 024 981
				Autres ressources	1 502	-	
Remboursement des dettes financières	300		1 823	Augmentation des dettes financières	1 800		2 123
TOTAL DES EMPLOIS (5)	5 344 716	8 700 000	8 198 264	TOTAL DES RESSOURCES (6)	5 980 109	6 044 778	6 371 259
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	635 393	-	-	Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)	-	2 655 222	1 827 005

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Compte financier 2022	BR1 2023	Compte financier 2023
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	635 393	- 2 655 222	- 1 827 005
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	964 516	- 206 603	3 785 804
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	- 329 123	- 2 448 619	- 5 612 808
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	11 572 386	8 917 164	9 745 381
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	722 703	516 100	4 508 507
Niveau final de la TRESORERIE	10 849 683	8 401 064	5 236 874
Nb de jours de fonctionnement disponibles dans le FdR	209	140	124
Nb de jours de fonctionnement disponibles dans la trésorerie	195	132	81

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

Tableau 7
Plan de trésorerie

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

(€ TTC)	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle
(1) Solde Initial (début de mois)	10 849 682,59	9 403 708,96	8 981 024,66	6 049 639,17	9 547 297,72	8 157 066,31	6 754 562,87	5 788 413,17	5 198 440,77	5 597 905,77	5 636 673,54	7 631 628,92	10 849 682,59
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	443 750,06	828 329,89	1 760 644,86	910 767,17	5 766 782,68	947 737,72	1 089 967,81	310 144,03	859 347,03	1 169 347,11	1 204 916,06	7 739 299,44	23 031 033,86
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	4 577 424,00	-	-	-	-	-	-	590 931,00	5 168 355,00
Autres financements de l'Etat	-	-	3 426,36	8 006,05	-	-	-	-	-	5 000,00	-	1 907 212,00	1 923 644,41
Fiscalité affectée	-	-	2 000,00	742,50	-	-	-	-	-	-	-	60 871,68	63 614,18
Autres financements publics	-	43 160,24	177 586,23	123 655,61	87 338,80	191 104,31	64 237,43	101 712,49	221 272,00	347 822,00	131 273,44	365 004,14	1 854 166,69
Recettes propres	443 750,06	785 169,65	1 577 632,27	778 363,01	1 102 019,88	756 633,41	1 025 730,38	208 431,54	638 075,03	816 525,11	1 073 642,62	4 815 280,62	14 021 253,58
A2. Recettes budgétaires fléchées	-	85 113,48	84 875,23	30 000,00	-	90 880,00	-	152 344,68	53 849,00	90 459,33	-	4 854 402,76	5 441 924,48
Financements de l'Etat fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 602 000,00	2 602 000,00
Autres financements publics fléchés	-	85 113,48	44 078,68	-	-	90 880,00	-	152 344,68	53 849,00	82 126,00	-	1 217 381,11	1 725 772,95
Recettes propres fléchées	-	-	40 796,55	30 000,00	-	-	-	-	-	8 333,33	-	1 035 021,65	1 114 151,53
A3. Opérations non budgétaires	646 287,16	264 277,30	672 447,33	4 721 553,13	4 370 540,92	551 619,33	675 095,35	498 704,50	1 701 051,87	1 154 905,97	5 056 448,44	10 304 355,65	77 400,85
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	300,00	300,00	-	-	300,00	22,53	-	300,00	300,00	-	300,00	1 222,53
Opérations gérées en compte de tiers	646 287,16	263 977,30	672 147,33	4 721 553,13	4 370 540,92	551 319,33	675 072,82	498 704,50	1 700 751,87	1 154 605,97	5 056 448,44	10 304 655,65	78 623,38
TVA encaissée	87 420,00	123 554,20	214 826,62	135 460,88	151 418,51	154 204,53	162 011,90	17 433,62	107 096,37	71 783,72	157 099,51	217 850,68	1 600 160,54
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers : encaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	558 867,16	140 423,10	886 973,95	4 586 092,25	4 521 959,43	397 114,80	513 060,92	481 270,88	1 593 655,50	1 082 822,25	4 899 348,93	10 522 506,33	1 678 783,92
A. TOTAL	1 090 037,22	1 177 720,67	1 173 072,76	5 662 320,30	1 396 241,76	1 590 237,05	1 765 063,16	961 193,21	2 614 247,90	2 414 712,41	6 261 364,50	2 289 346,55	28 395 557,49
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	1 353 187,55	2 015 557,67	2 749 201,58	1 164 658,59	3 603 883,14	1 898 485,49	1 439 946,76	629 349,40	1 172 719,74	1 564 444,52	2 723 911,42	7 521 700,52	27 837 046,38
Personnel	-	779 464,29	764 094,68	-	2 261 765,26	-	-	27 417,33	-	725 812,79	-	4 904 471,62	9 463 025,97
Fonctionnement	835 047,20	988 714,92	1 571 489,90	829 036,02	1 003 788,73	1 203 906,69	1 053 639,16	393 921,10	732 014,28	624 264,08	1 680 832,33	1 121 400,31	12 038 054,72
Investissement	518 140,35	247 378,46	413 617,00	335 622,57	338 329,15	694 578,80	386 307,60	208 010,97	440 705,46	214 367,65	1 043 079,09	1 495 828,59	6 335 965,69
B2. Dépenses sur recettes fléchées	166 925,40	238 849,43	279 255,85	73 471,62	586 912,29	44 799,67	265 360,46	32 527,56	104 514,72	598 539,49	335 837,79	654 404,42	3 381 398,70
Personnel	-	46 391,35	49 439,89	-	141 367,46	-	-	-	-	58 517,44	-	280 864,19	576 580,33
Fonctionnement	38 311,69	116 255,62	133 976,75	27 336,53	73 924,08	31 803,50	154 698,60	28 043,73	12 521,51	49 903,17	40 466,61	16 229,90	723 471,69
Investissement	128 613,71	76 202,46	95 839,21	46 135,09	371 620,75	12 996,17	110 661,86	4 483,83	91 993,21	490 118,88	295 371,18	357 310,33	2 081 346,68
B3. Opérations non budgétaires	1 015 897,90	654 002,13	1 076 000,82	926 531,54	1 404 322,26	1 049 455,33	1 025 905,64	889 288,65	937 548,44	212 960,63	1 206 659,91	3 492 003,86	2 789 920,61
Emprunts : remboursement en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts : décaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts et cautionnements	-	300,00	600,00	-	-	-	300,00	-	322,53	-	-	-	922,53
Opérations gérées en compte de tiers	1 015 897,90	653 702,13	1 075 400,82	926 531,54	1 404 322,26	1 049 455,33	1 025 605,64	889 288,65	937 225,91	212 960,63	1 206 659,91	3 492 003,86	2 788 998,08
TVA décaissée	160 666,86	161 942,91	230 362,43	138 356,08	182 086,89	249 427,52	176 551,75	80 120,67	170 921,36	211 161,55	390 257,96	434 729,02	2 586 585,00
Dispositif d'intervention pour comptes de tiers : décaissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	855 231,04	815 645,04	845 038,39	788 175,46	1 586 409,15	800 027,81	849 053,89	809 167,98	766 304,55	1 799,08	816 401,95	3 926 732,88	202 413,08
B. TOTAL	2 536 010,85	1 600 404,97	4 104 458,25	2 164 661,75	2 786 473,17	2 992 740,49	2 731 212,86	1 551 165,61	2 214 782,90	2 375 944,64	4 266 409,12	4 684 101,08	34 008 365,69
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	- 1 445 973,63	- 422 684,30	- 2 931 385,49	3 497 658,55	- 1 390 231,41	- 1 402 503,44	- 966 149,70	- 589 972,40	399 465,00	38 767,77	1 994 955,38	- 2 394 754,53	- 5 612 808,20

Tableau 8
Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

En €	Antérieures à 2023 non dénouées	2023	2024	>2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		- 502 348	2 828 178	2 480 509
Recettes fléchées (b)	8 478 436	6 711 924	8 629 828	10 284 375
Financements de l'État fléchés	1 419 637	360 000	150 000	100 000
Autres financements publics fléchés	3 103 911	1 725 773	4 363 703	5 850 000
Recettes propres fléchées	3 954 888	1 264 152	312 125	734 375
Subventions pour charges d'investissement fléchées		3 362 000	3 804 000	3 600 000
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	8 980 784	3 381 399	8 977 497	7 977 864
Personnel				
AE=CP	863 106	576 580	720 000	650 000
Fonctionnement				
AE	3 133 068	587 253	632 000	450 000
CP	2 889 305	723 472	750 000	560 000
Intervention				
AE				
CP				
Investissement				
AE	5 443 957	2 512 025	8 200 000	4 700 000
CP	5 228 373	2 081 347	7 507 497	6 767 864
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	- 502 348	3 330 525	- 347 669	2 306 511

Solde budgétaire 2021 repris au tableau "Equilibre financier" en (a)

Tableau 9
Opérations pluriannuelles

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Exécution d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision	Exécution					Prévision 2024 et suivantes			
		Coût total de l'opération (1)	AE consommées les années antérieures à 2023 (2)	AE consommées en 2023 (3)	TOTAL des AE consommées (4) = (2) + (3)	CP consommés les années antérieures à 2023 (5)	CP consommés en 2023 (6)	TOTAL des CP consommés (7) = (5) + (6)	Reste à payer (8) = (4) - (7)	Solde à engager (9) = (1) - (4)	Solde à payer (10) = (1) - (7)
2e phase réhabilitation G5	Investissement CPER	1 252 583	1 252 583	-	1 252 583	1 252 583	-	1 252 583	-	-	
Rénovation/extension pôle sensorialité analytique	Investissement CPER	2 090 301	2 090 301	-	2 090 301	2 090 301	-	2 090 301	-	-	
IP2	Investissement CPER	599 329	599 329	-	599 329	599 329	-	599 329	-	-	
Couverture - Etanchéité du bât BPSA	Investissement DGER	661 746	372 062	289 684	661 746	152 010	509 736	661 746	0	0	
Restructuration batimentaire visant création 4 salle de TD au groupe 5	Investissement DGER	1 000 000	158 421	841 579	1 000 000	34 474	405 249	439 723	560 277	560 277	
2ème phase projet renforcement du pôle d'enseignement GR5	Investissement DGER	1 100 000		863 617	863 617		-	-	863 617	236 383	
Restructuration locaux d'enseignement GR2 - GR4	Investissement DGER	400 000		-	-		-	-	-	400 000	
Renforcement ENV	Investissement DGER	1 100 000		624 636	624 636	599 143	23 226	622 369	2 267	475 364	
CPER - Travaux Laberca	Investissement DGER	3 400 000	463 399	2 495 314	2 958 712	98 789	1 508 917	1 607 706	1 351 006	441 288	
PPI 2023	Investissement DGER	340 000		340 000	340 000		340 000	340 000	-	1 792 294	
CPER CHUV	Investissement DGER	8 000 000	-	-	-	-	-	-	-	8 000 000	
Extension G2 tranche1	Investissement DGER	6 500 000	-	-	-	-	-	-	-	6 500 000	
CHUV - Renforcement ENV 2023	Investissement DGER	1 200 000	-	116 105	116 105	-	116 105	116 105	-	1 083 895	
	Ss total personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Ss total fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	Ss total investissement	27 643 959	4 936 095	5 570 934	10 507 028	4 826 629	2 903 233	7 729 861	2 777 167	17 136 931	
TOTAL		27 643 959	4 936 095	5 570 934	10 507 028	4 826 629	2 903 233	7 729 861	2 777 167	19 914 098	

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Exécution de recettes

Opération	Nature	Prévision	Exécution		Prévisions en 2023 et suivantes
		Financement de l'opération (11)	Encaissements des années antérieures à 2022 (11)	Encaissements réalisés en 2023 (12)	Reste à encaisser en 2024 et suivantes (14) = (11) - (12) - (13)
2ème phase réhabilitation G5	Financement de l'Etat*	350 000	350 000		-
	Autres financements publics**	870 000	292 902		577 098
	Autres financements***				-
Total		1 220 000	642 902	-	577 098
Réhabilitation Du pôle sensorialité	Financement de l'Etat*	270 000	270 000		-
	Autres financements publics**	1 590 000	610 000		980 000
	Autres financements***				-
Total		1 860 000	880 000	-	980 000
IP2	Financement de l'Etat*	180 000	180 000		-
	Autres financements publics**	440 000	182 595		257 405
	Autres financements***				-
Total		620 000	362 595	-	257 405
CPER - Travaux Laberca	Financement de l'Etat*	425 000			425 000
	Autres financements publics**	2 125 000			2 125 000
	Autres financements***	850 000			850 000
Total		3 400 000	-	-	3 400 000
CPER CHUV	Financement de l'Etat*	1 625 000			1 625 000
	Autres financements publics**	2 500 000			2 500 000
	Autres financements***	3 875 000			3 875 000
Total		8 000 000	-	-	8 000 000
PPI 2023	Financement de l'Etat*	340 000		340 000	-
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		340 000	-	340 000	-
Couverture - Etanchéité du bât BPSA	Financement de l'Etat*	520 000	416 000	104 000	-
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		520 000	416 000	104 000	-
Restructuration batimentaire visant création 4 salle de TD au	Financement de l'Etat*	720 000	720 000		-
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		720 000	720 000	-	-
2ème phase projet renforcement du pôle d'enseignement GR5	Financement de l'Etat*	700 000	416 000		284 000
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		400 000	320 000	-	80 000
Lancement CPER 21/27	Financement de l'Etat*	1 650 000	1 150 000	500 000	-
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		1 650 000	1 150 000	500 000	-
Restructuration locaux d'enseignement GR2 - GR4	Financement de l'Etat*	400 000	320 000		80 000
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		400 000	320 000	-	80 000
Renforcement ENV	Financement de l'Etat*	1 100 000	599 480		500 520
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		700 000	416 000	-	284 000
Extension G2 tranche1	Financement de l'Etat*	1 400 000		1 120 000	280 000
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		1 100 000	599 480	-	500 520
CHUV - Renforcement ENV 2023	Financement de l'Etat*	1 200 000		960 000	240 000
	Autres financements publics**				-
	Autres financements***				-
Total		1 200 000	-	960 000	240 000
	Ss total financement de l'Etat	10 880 000	4 421 480,0	3 024 000	3 434 520
	Ss total autres fin. publics	7 525 000	1 085 497,0	-	6 439 503
	Ss total autres financements	4 725 000	-	-	4 725 000
TOTAL		23 130 000	5 506 977	3 024 000	14 599 023

Tableau 10 Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		CF 2022	BR1 2023	CF 2023
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	5 561 306	9 044 850	9 044 850
	2 Niveau initial du fonds de roulement	10 936 993	11 572 386	11 572 386
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 241 814	722 704	722 703
	4 Niveau initial de la trésorerie	11 178 806	10 849 682	10 849 683
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	2 503 842	5 215 688	5 215 688
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	8 674 964	5 633 993	5 633 994	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	28 779 019	38 553 398	33 930 207
	6 Résultat patrimonial	- 987 057	259 778	- 1 707 718
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	1 047 646	2 159 778	622 155
	8 Variation du fonds de roulement	635 393	- 2 655 222	- 1 827 005
	9 Opérations bilancielle non budgétaires	SENS - 1 500	-	- 1 223
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / - -	-	-
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+ -	-	-
	Cautionnements et dépôts	- - 1 500	-	- 1 223
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS - 23 371	-	14 889
	Variation de stocks	+ / - - 5 862	-	20 595
	Production immobilisée	+ -	-	-
	Charges sur créances irrécouvrables	- - 17 510	-	- 11 334
	Produits divers de gestion courante	+ -	-	5 628
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS 728 117	- 206 603	904 815
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - - 178 781	1 166 404	- 824 026
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - 2 072 607	- 1 373 007	1 782 077	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / - - 245 670	-	951 052	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / - - 920 039	-	- 1 004 288	
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11	- 67 853	- 2 448 619	- 2 745 486	
12.a Recettes budgétaires	25 227 623	29 505 850	28 472 958	
12.b Crédits de paiement ouverts	25 295 475	31 954 469	31 218 445	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires	- 261 271	-	- 2 867 321	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13	- 329 124	- 2 448 619	- 5 612 808	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée	2 711 847	2 494 655	2 306 511	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée	3 040 971	- 4 943 274	- 7 919 319	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 - 13	964 517	- 206 603	3 785 803	
16 Restes à payer	3 483 544	6 598 929	2 711 762	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer *	9 044 850	15 643 779	9 901 597
	18 Niveau final du fonds de roulement	11 572 386	8 917 164	9 745 381
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	722 704	516 101	4 508 507
	20 Niveau final de la trésorerie	10 849 682	8 401 063	5 236 875
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	5 215 688	7 710 344	7 522 199
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	11 715 935	690 719	- 2 285 325	

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

* Niveau final des restes à payer fin 2023 corrigé suite au changement de système d'information au 1er janvier 2024 (A l'occasion de la reprise des données, des travaux de nettoyage des commandes non soldées ont été effectués)